

10 batailles urgentes pour l'avenir de la jeunesse de France

Cette charte revendicative concerne toute la jeunesse de notre pays, salariée, lycéenne, privée d'emploi ou encore étudiante. Le MJCF entend répondre aux préoccupations et aux aspirations des jeunes dans un contexte difficile de crise du capitalisme. À tous les problèmes contemporains les communistes ont des réponses qui prennent leur source dans les réalités et les combats du peuple et de la jeunesse.

Avec de la volonté politique, cette charte peut constituer une réalité concrète nous sortant, nous les jeunes, de la précarité !

En effet, la France n'a jamais été aussi riche, avec leur productivité les salariés français créent des richesses immenses, avec une production nationale atteignant plus de 3775 milliards d'euros en 2013. Pourtant la jeunesse et les classes populaires n'ont pas autant souffert depuis longtemps. Plus de 25% des jeunes sont au chômage, plus de 10% de la population française n'a comme solution que les minimas sociaux. Ce résultat, c'est celui des politiques libérales et d'un capitalisme qui nous met dans l'impasse. Car ce qui progresse depuis maintenant plus de 60 ans c'est la plus-value value, ainsi la part de richesses que le capital s'approprié sur le dos de notre travail a atteint plus de 30% aujourd'hui en moyenne et 89% dans les grands groupes. Le nœud du problème est toujours le même, la grande majorité de la population est salariée, mais elle n'a ni le pouvoir politique, ni économique, ce qui empêche notre société d'avancer. La France n'a jamais été aussi riche et les richesses si mal réparties. Nos besoins sont plus grands qu'avant, mais aussi plus facilement atteignables. Le capitalisme ne répond pas à nos besoins. De la même manière ces politiques fragilisent notre environnement et détruisent la planète. Dans ce cadre, ce n'est pas le consommateur qu'il faut culpabiliser mais bien modifier les rapports de production qui sont mus par la recherche permanente de profit. Des dominations racistes et patriarcales divisent et font peser sur la jeunesse de fortes difficultés dont il est impératif de sortir.

Face à—des « réformes » pour la plupart inefficaces et antisociales ces trente dernières années, les jeunes communistes proposent des batailles, des solutions immédiates pour sortir notre pays de la crise et enclencher la voie d'un changement révolutionnaire. Les



mesures que nous proposons trouvent pour la plupart leur source dans les batailles menées par les fédérations, ces mesures sont réalisables si les richesses que nous produisons sert à couvrir les besoins sociaux et non l'appétit des actionnaires !

Dans le même temps ces revendications amènent, par leur contenu ambitieux, à rompre et à dépasser le capitalisme, elles constituent ainsi des luttes nécessaires pour améliorer nos conditions de vie. Toutes ces luttes, tous ces droits doivent constituer autant de point de convergences d'unité d'action pour atteindre notre objectif stratégique le socialisme, ouvrant la voie au communisme. Ouvrons des fronts partout, rassemblons la jeunesse pour gagner !

A tous les jeunes qui lisent ces lignes : toutes ces revendications ne se réaliseront pas sans vous, emparons-nous en, luttons ensemble !

1. Nous ne serons pas les esclaves du 21^{ème} siècle : du travail pour tous et du travail avec des droits !

Généralisation du CDD et de l'intérim forcé, conditions de salaires déplorables, nous disons stop. Le pouvoir des grands patrons mène à la ruine ; alors même que les salariés de France produisent beaucoup de richesses, 46 euros par heure travaillée selon l'OCDE !

- Des salaires décents : Augmentation du SMIC à 1700 euros net et hausse générale des salaires.
- Un temps de travail décent : diminution du temps de travail avec plafonnement à 35h. Non au travail du dimanche, hors exception. Retraite à 60 ans à taux plein.
- Reconnaître nos savoirs et nos qualifications : Droits à la hauteur des qualifications pleinement reconnues dans les conventions collectives.
- La jeunesse n'est pas un sous-salariat : Fin des exceptions au droit du travail pour les jeunes, les apprentis et les stagiaires, droits égaux pour tous les salariés !
- Combattre la précarité : le CDI doit redevenir la norme
- Reprendre en main notre salaire : Abrogation des exonérations patronales fiscales et augmentation des cotisations sociales patronales, pour permettre à notre système de sécurité sociale de se renforcer et pour reprendre une partie

de ce qui nous est dû ! L'argent existe aujourd'hui pour améliorer les missions et la couverture sociale de la jeunesse de France.

- Mettre au pas la finance : Aujourd'hui le capital empêche la création d'emplois et détruit nos capacités de production. Il faut taxer les flux financiers et nationaliser les banques afin de permettre un contrôle social du crédit et des capitaux, ainsi que les grands secteurs de l'économie (Energie, Métallurgie, Transport...) afin de reprendre la main sur la production.
- Respecter les droits des travailleurs : interdiction des licenciements dans les entreprises faisant des profits pas de décote des allocations chômage en cas de licenciements. Renforcement et véritable application des sanctions contre le harcèlement au travail. Plus de moyens humains et financiers pour la médecine et l'inspection du travail.

2. Des Formations qui répondent à nos besoins !

Orientation subie, formations imposées, insertion professionnelle sans lendemain et au seul bénéfice du patronat, les formules proposées par les différents gouvernements sont inacceptables, nous devons faire autrement pour répondre aux besoins de la jeunesse !

- Des formations publiques accessibles à tous : que ce soit pour les filières générales, technologiques, professionnelles ou supérieures la gratuité doit être la règle. Que ce soit les frais d'inscription ainsi que les matériels, ce qui est nécessaire pour notre apprentissage doit être gratuit. Désengagement total de l'Etat et fin des financements publics de l'enseignement privé.
- Des formations qui répondent à nos besoins sociaux : nous exigeons des formations de qualité qui permettent de répondre aux besoins et défis de l'humanité. Les formations doivent être émancipatrices : permettre à chacun de développer un regard critique et d'être autonome.
- Une orientation professionnelle de qualité : Nous voulons un service public unifié de l'orientation et de la formation dans toutes les filières de l'enseignement, doté de moyens matériels et humains à hauteur des besoins.
- Permettre une acquisition tout au long de la vie des connaissances : il faut renforcer la formation continue ainsi que rendre obligatoire l'information sur le droit du travail. Nous proposons une branche emploi-formation dans la sécurité sociale permettant de se former tout au long de la vie.

3. La culture et les loisirs pour tous !

La culture, le sport, ce ne sont pas des luxes, ce sont des droits. Chaque jeune doit y avoir accès, pour développer ses capacités, pour s'exprimer. Alors qu'ils sont de plus en plus restreints à une élite, nous avons des propositions fortes :

- Assurer un accès à tous : des *pass loisirs*, ou tout autre dispositif ambitieux, doivent être développés ainsi que la gratuité de l'accès et la proximité renforcée sur tout le territoire des manifestations culturelles. Cela passe par une augmentation du budget de la culture, la construction d'infrastructures et la promotion auprès de tous les jeunes.
- Le sport, une activité nécessaire à tous : Développement des infrastructures sportives et aides financières aux structures locales et amateurs pour permettre un accès à tous les jeunes à un exercice du sport de qualité
- Chaque jeune doit pouvoir s'enrichir d'autres cultures : Il faut densifier le maillage des lieux culturels et d'apprentissage, ainsi que les rendre gratuit. Ces lieux doivent être perméables à toutes les formes de culture.
- Extraire la culture des logiques de marchandisation : Mise en place d'un véritable statut des travailleurs de la culture par un statut unifié afin de promouvoir la création.
- Réaffirmer le droit aux vacances pour tous: Trop de jeunes en sont aujourd'hui privés. Pourtant voyager, découvrir le monde sont des leviers essentiels de l'épanouissement individuel et collectif.

4. L'égalité Femmes/Hommes est une nécessité !

27% de différence de salaires en moyenne, temps partiels imposés, violence, discriminations, le capitalisme se nourrit des discriminations patriarcales, de genre et les développe. Cela doit cesser !

- A travail égal, salaire égal : Le salariat ne saurait être divisé dans sa rétribution entre Femmes et Hommes. Il faut gagner l'égalité au travail du point de vue des carrières et des salaires. Il faut permettre cette égalité en renforçant les services publics nécessaires : éducation, crèche et garde.
- De véritables politiques interventionnistes pour les droits des femmes : une politique abolitionniste ambitieuse de la prostitution et la création d'un ministère de l'égalité femmes/hommes.

- Le respect pour tous : interdiction des représentations sexistes et renvoyant une image dégradante des femmes et des hommes. Combattre les stéréotypes et droit des femmes de se vêtir comme elles l'entendent.
- Plan pénal d'envergure contre les violences faites aux femmes : création d'un délit d'insulte sexiste, meilleure prise en compte des plaintes, une réponse pénale plus adéquate et plus rapide, notamment face à l'épidémie de meurtres de femmes en France.
- Un véritable programme de prévention : généralisation des centres d'hébergements d'urgence, des programmes scolaires de prévention obligatoire sur l'égalité femme/homme dès le plus jeune âge, en luttant notamment contre la société patriarcale...
- Le droit de se protéger partout et pour tous : nous demandons la gratuité de tous les moyens de contraceptions et de protection contre les IST. nous revendiquons le libre-accès aux préservatifs féminins et masculins, dans tous les lieux médicaux ou espaces appropriés, ainsi que la mise en place de distributeurs publics accessibles et gratuits pour tous.
- L'IVG est un droit fondamental : les pressions sur les femmes qui souhaitent avorter sont insupportables. Nous demandons la généralisation des planning familiaux et l'ouverture massive de centre différenciés des maternités et ce sur tout le territoire. Suppression de la clause de conscience des médecins.

5. Combattre le racisme !

Le racisme est la meilleure arme du capitalisme. Il divise les travailleurs en les détournant des vrais problèmes et des responsables de la crise. Nous affirmons que la France se construit jour après jour et évolue en fonction de ceux qui la font vivre. Accueillir, mettre des moyens pour construire une société diverse et métissée c'est être en phase avec la France d'aujourd'hui.

- On vit ici, on reste ici : régularisation de toutes les personnes dites sans-papiers ! A travers cette exigence, il s'agit d'affirmer pour tous les immigrés qui vivent en France la généralisation du droit commun qui permet de lutter contre l'exploitation.
- Agir contre les discriminations au faciès : Dans leur vie quotidienne, de la rue au travail, trop de jeunes doivent faire face à-cette discrimination.

- Nous réclamons le renforcement de la pénalisation de tels actes et la mise en place de récépissés lors des contrôles de police. Nous voulons un changement de la formation des agents et des missions des forces de l'ordre. Création d'un ministère du vivre-ensemble.
- agir contre l'islamophobie : inscrire comme délit pénal aux côtés du racisme et de l'antisémitisme, abrogation des lois islamophobes
- Lutter contre les politiques de stigmatisation à l'encontre des Roms, avec notamment la nécessaire obtention du permis de travail. Citoyenneté pleine et entière pour les gens du voyage.

6. Pour la défense et la reconnaissance des droits LGBTI

A l'image des violences de la « manif pour tous » ces derniers mois ont révélé et renforcé un climat d'exclusion et de haine pour les personnes jugées « différentes » ; ainsi qu'une vision essentialisée de la famille, ne correspondant pas à la réalité. Il n'est plus possible de nier l'importance de la lutte pour les droits LGBT I (Lesbienne, Gay, Bi, Transsexuel, Intersexe).

- Pour que chacun puisse fonder une famille : Les moyens de Procréation Médicale Assistée doivent être ouverts à tous les couples. Nous sommes opposés à la marchandisation des corps, par conséquent, contre la Gestation Pour Autrui.
- Arrêt de la discrimination : suppression de la circulaire déconseillant le don du sang par les homosexuels.
- Pas de retour en arrière : le mariage pour tous est un acquis, ainsi que l'adoption qui doit être facilitée. Ils doivent être protégés. Nous demandons également l'abrogation des accords bilatéraux interdisant le mariage homosexuel avec des ressortissants de certains pays tiers.

7. Promouvoir la démocratie et la citoyenneté !

Les jeunes ne sont pas entendus. Dans les établissements d'enseignement on préfère entendre les représentants des entreprises, où les patrons et les actionnaires décident. Ce modèle est injuste et surtout inefficace !

- Assurer la participation de tous : droit de vote pour les résidents étrangers à toutes les élections.

- Ecouter la voix de la jeunesse : Dans les établissements d'éducation et de formation, dans toutes leurs instances de décisions, l'avis des jeunes doit être entendu, leur présence et leur poids dans ces instances démocratiques renforcés. Il faut de vrais pouvoirs de décision et de concertation dans la vie de leur établissement.
- Pour une véritable découverte de la politique et de nos droits : Dans tous les lieux d'enseignement nous demandons la présentation du droit du travail ainsi que des temps de débats sur les grands enjeux politiques du moment. Il est nécessaire de reconnaître le droit à l'organisation collective.
- Promouvoir la démocratie au travail : Les salariés qui produisent les richesses sont bafoués. Nous proposons que ceux qui travaillent décident et par conséquent qu'immédiatement les pouvoirs d'interventions des représentants des travailleurs dans les instances représentatives soient renforcés et qu'ils bénéficient du droit de Veto sur tous les projets stratégiques !
- Fin de la criminalisation du mouvement syndical : abandon immédiat des poursuites.
- Pour une laïcité pleine et entière : Trop souvent la laïcité est dévoyée de son sens et utilisée à des fins racistes, nous souhaitons mettre fin à de tels agissements et assurer des conditions dignes d'exercice de tous les cultes en France, garantir le vivre-ensemble et le respect de chacun qu'il soit croyant ou non.
- Sanctionner les élus tenant des propos racistes sexistes, et homophobes et discriminatoires : au travers de condamnations pénales effectives entraînant l'inéligibilité des élus, ainsi que ceux corrompus.
- Promouvoir la souveraineté populaire : face aux institutions de la Vème République, il est nécessaire d'agir en faveur d'une démocratie d'intervention populaire et sociale.

8. Vivre dans un monde de paix !

L'impérialisme crée la guerre et fait couler le sang. Sur tous les continents, on se bat pour les intérêts des grandes entreprises, la France y jouant un rôle d'avant-garde. Nous devons stopper cela !



- Faire de la France un acteur de la paix mondiale : Fermeture des bases françaises à l'étranger et rapatriement des soldats français qui sont stationnés hors du territoire.
- Désarmement nucléaire multilatéral et fin de vente d'arme par la France.
- En finir avec les politiques néocoloniales et notamment avec la France-Afrique.
- Combattre les institutions internationales impérialistes : Sortie immédiate de la France et dissolution de l'OTAN. Rupture avec l'Union européenne du capital. Dans le même temps, construction d'une Europe des peuples à partir des combats communs et convergents des jeunessees et des peuples du continent, en coopération étroite avec nos camarades de la CENA.
- Promouvoir le multilatéralisme et une voix progressiste de la France : promouvoir l'engagement de la France pour une réorganisation de l'O.N.U. avec une égalité de chaque Etat.
- Reconnaissance immédiate des peuples en lutte pour leur indépendance et leurs droits, et notamment de la Palestine, en lien avec la bataille engagée depuis notre congrès de 2010 et du Sahara Occidental, reconnaissance des droits culturels et démocratiques du peuple kurde, abrogation du contrôle du Franc CFA par la France, les territoires français placés sur la liste des colonies par l'O.N.U. doivent pouvoir accéder à l'indépendance. Fin du blocus de Cuba.
- Solidarité internationale face aux périls écologiques et sanitaires : face à ces risques écologiques les peuples ne sont pas égaux. Bien souvent les pays exploités dits du sud souffrent en premier lieu de ces catastrophes. Les pays impérialistes ne sont ici d'aucune aide contrairement aux pays progressistes et socialiste comme le montre l'exemple de Cuba vis-à-vis d'Ebola.

9. Contre les logiques de précarité : assurer les droits fondamentaux de la jeunesse de France !

Aujourd'hui en France, 22,5% des jeunes vivent sous le seuil de pauvreté, 3,6 millions de mal-logés, alors que la France est riche le capitalisme ne parviendra jamais à assurer à chacun d'entre nous une situation de vie correcte. D'autres choix sont possibles, il faut réaffirmer la pertinence du service public !



- La santé pour tous : Accès gratuit aux soins, et aux médicaments et à la contraception. Construire un grand monopôle public de la santé, passant par la nationalisation de l'industrie et la recherche pharmaceutique et l'arrêt des financements des cliniques privées. Déploiement des services de santé sur tout le territoire. Développer la prévention et l'éducation à la santé, notamment contre les conduites à risques.
- Vivre dignement : Augmentation de tous les minima sociaux, des allocations chômage, ainsi que création d'un salaire étudiant.
- Pouvoir se loger : Sortir le parc immobilier des griffes du marché en nationalisant le logement étudiant, en étendant le logement social et en appliquant une politique claire du SRU⁽¹⁾. Réquisition des logements vides, pas d'expulsion sans relogement et encadrement des loyers. Mise en place d'un service public de l'autonomie des jeunes et inscription sur les listes HLM dès 16 ans.
- L'accès à l'énergie pour tous : Aujourd'hui, devoir se chauffer, avoir accès à l'électricité est parfois devenu difficile du fait de la privatisation d'EDF/GDF, nous demandons la renationalisation de l'énergie et de l'eau dans un grand monopole public garantissant l'absence de coupure
- Une alimentation de qualité pour chacun : Aujourd'hui les bénéfices de l'agriculture saine sont réservés à une élite, c'est là le cœur de notre ambition de réponse au défi écologique et à l'agriculture biologique accessible à tous. Contrôler le prix des denrées de base et favoriser les circuits courts.
- Garantir un accès de qualité aux réseaux de télécommunication et postaux : dans le cadre d'un service public garantissant notamment l'usage d'internet à tous et sur tout le territoire

10. Permettre à la jeunesse de se déplacer partout : gagner le transport pour tous !

Pouvoir se déplacer fait partie des libertés fondamentales. Pourtant, par soucis de profit, les grandes entreprises font l'impasse sur les quartiers populaires et les zones rurales et augmentent les tarifs. Cela n'a que trop duré !

- Lutter contre les discriminations sociales : Les transports collectifs doivent être gratuits et publics partout où c'est possible et une réelle tarification sociale doit et peut être gagnée.

- Lutter contre les discriminations territoriales : Il faut des réseaux de transport public sur tout le territoire et pour tous. Garantir l'accès aux personnes en situation d'handicap.
- Pour la liberté de se déplacer : Intégration de l'apprentissage de la conduite de tout véhicule au Service Public Unifié de l'Enseignement et de la Formation.
- Pour des secteurs du transport sûrs, protecteur des salariés et innovants : la privatisation d'Air France et pour partie de la SNCF a démontré ses limites. Nous exigeons la renationalisation de ces groupes, ainsi que la nationalisation des autoroutes, afin d'améliorer ces services essentiels pour le pays, cela ne pourra passer que par une gestion sociale et démocratique de ces groupes, y compris fluviaux.